

Service Risques Naturels et Technologiques  
Unité Départementale de la Haute-Corse  
Route d'Agliani – Montesoro  
20600 Bastia  
[ud2b.dreal-corse@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud2b.dreal-corse@developpement-durable.gouv.fr)

Bastia, le 10/07/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2025

### **Partie nominative**

#### **EDF Production Électrique Insulaire SAS**

Tour EDF - 20 Place de la Défense - Paris La défense - 92000 Nanterre

Affaire suivie par : Eric ISTRIA  
Téléphone : 06 58 18 57 58  
Courriel : [eric.istria@developpement-durable.gouv.fr](mailto:eric.istria@developpement-durable.gouv.fr)  
Références : R-2025-121  
Code AIOT : 0007300368

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 25/06/2025 de l'établissement EDF Production Électrique Insulaire SAS implanté lieu dit Casamozza 20290 Lucciana. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Eric ISTRIA, Service Risques Naturels et Technologiques - UD 2B - inspecteur de l'environnement

#### **Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Matthieu PEDESERT : Directeur d'Établissement EDF PEI
- Jean-Marc CAUVIN : chef de service exploitation EDF PEI
- Frédéric FRANCESCHETTI : Chef de Branche Environnement / Chimie EDF PEI
- Baptiste MEDORI : Appui Management QSE EDF PEI

Le courriel d'échange avec l'administration est [matthieu.pedesert@edf.fr](mailto:matthieu.pedesert@edf.fr). Si vous souhaitez que ce courriel soit modifié, veuillez en informer l'inspection des installations classées.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité départementale de la Haute-Corse	Le chef du service risques naturels et technologiques

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 25/06/2025 de l'établissement EDF Production Électrique Insulaire SAS implanté Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste des points de contrôle ci-dessous :

- **Collecte des effluents liquides** - Référence réglementaire: AP Complémentaire du 09/12/2024 article : 3.2.2.3.
- **Gestion des eaux incendies** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/12/2024 article : 4.3.2.4.

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Service Risques Naturels et Technologiques  
Unité Départementale de la Haute-Corse  
Route d'Agliani – Montesoro  
20600 Bastia

Bastia, le 10/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EDF Production Électrique Insulaire SAS**

Tour EDF

20 Place de la Défense - Paris La défense

92000 Nanterre

Références : R-2025-121

Code AIOT : 0007300368

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement EDF Production Électrique Insulaire SAS implanté Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana.

L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF Production Électrique Insulaire SAS
- Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0007300368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société EDF PRODUCTION ÉLECTRIQUE INSULAIRE (EDF PEI) exploite une centrale thermique depuis sa mise en service en 2014. Elle est composée de 7 moteurs thermiques identiques (42,8 MWth chacun) alimentés au fioul léger (FOD) permettant de délivrer au réseau une puissance maximale de 115 MWe. Les moteurs sont en capacité de fonctionner également à l'EMAG (biocarburant) ainsi qu'au gaz naturel.

La centrale dispose d'un parc de stockage de combustible composé de 3 réservoirs principaux de capacité géométrique unitaire de 8480 m<sup>3</sup> bridés à 3960 m<sup>3</sup> chacun pour le FOD, d'un réservoir de 540m<sup>3</sup> pour les groupes de secours ainsi que d'un réservoir de 310 m<sup>3</sup> et 2 réservoirs de 12 m<sup>3</sup>.

Elle est alimentée en combustible par canalisations de transport depuis le point de livraison en mer via le Dépôt Pétrolier de la Marana sis commune de Lucciana exploité par la société EDF SEI CORSE. En outre, elle est dotée d'un poste d'évacuation et de répartition de l'électricité raccordant la centrale thermique au réseau électrique haute tension (90 000 Volts). Le site est a été autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-178-0005 en date du 27 juin 2013 et les prescriptions applicables aux installations sont celles de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2B-2024-12-09-00003 du 09 décembre 2024 prévoyant notamment le remplacement du combustible actuel au profit de la biomasse liquide type EMAG (Esters Méthyliques d'Acides Gras).

Les installations de combustion du site relèvent de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite « IED », impliquant notamment le respect des meilleurs techniques disponibles et des niveaux d'émissions associés définis au niveau européen.

En outre l'établissement est également «Seveso seuil bas» compte tenu des quantités de combustible présentes.

#### **Thématique de l'inspection :**

- Gestion des effluents aqueux chroniques et accidentels des installations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais <sup>(1)</sup>
3	Collecte des effluents liquides	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Gestion des eaux incendies	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 4.3.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date du présent rapport

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite des installations de gestion des effluents aqueux	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 2.1.4	Sans objet
2	Collecte des effluents liquides	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.2.2.	Sans objet
4	Identification des effluents	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.3.1.	Sans objet
5	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.3.4.	Sans objet
7	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 6.2.2.	Sans objet
8	Dechets dangereux	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.3.5.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a constaté aucun écart majeur par rapport aux prescriptions vérifiées.

L'exploitant doit toutefois tenir compte des observations formulées par l'inspection et transmettre, dans un délai d'un mois, les informations et justificatifs demandés relatifs à la gestion des effluents contaminés par des liquides inflammables ainsi que des eaux d'extinction d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Conduite des installations de gestion des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2024, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les modes opératoires ;</li><li>• la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;</li><li>• les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;</li><li>• les conditions de délivrance des permis prévus à l'article 4.2.10.3 du présent arrêté ;</li><li>• les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;</li><li>• la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions, tel que prévu à l'article 3.1.5.3 du présent arrêté ;</li><li>• l'interdiction de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1.2.</li></ul> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ainsi que les conditions de rejet prévues au titre 3 du présent arrêté ;</li><li>• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc (affichage obligatoire)...<p>Ces consignes et procédures sont régulièrement mises à jour.</p></li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les consignes d'exploitation et de sécurité relatives à la gestion des différents effluents aqueux du site, y compris des eaux d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La consigne d'exploitation PEI-D-HC-CEX-SCO-0003 intitulée « <i>Gestion des rejets</i> », version A, révisée le 29/10/2021, précisant les modalités de gestion des divers effluents industriels ;</li><li>• Le mode opératoire PEI-D-HC-MOD-SCO-0015 « <i>Surveillance et gestion des eaux pluviales</i> », version A, révisée le 29/10/2021 ;</li><li>• Le plan de maintenance préventive des installations de traitement des effluents industriels ;</li><li>• La fiche réflexe POI n°3-184, scénario 50 « <i>Gestion des eaux d'extinction</i> » ;</li><li>• La fiche réflexe POI n°3-180, scénario 46 « <i>Pollution bassin d'orage</i> ».</li></ul> <p>L'inspection ne formule aucune remarque à l'égard de ces documents.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à disposition le document intitulé "Plan de récolement général des réseaux extérieurs enterrés". Ce document reprend les informations mentionnées au présent article et détaille les réseaux des différentes catégories d'effluents aqueux mentionnées à l'article 3.2.3.1. L'exploitant confirme que les réseaux sont de type séparatif, conformément aux dispositions de l'article 3.2.2.1 de l'arrêté d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des réseaux internes à l'établissement et des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Protection contre des risques spécifiques</b> Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Par les réseaux de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel. <b>Isolement avec les milieux</b> Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que: <ul style="list-style-type: none"><li>- Les rétentions situées sous les transformateurs sont équipées de Siphon coupe-feu.</li><li>- Les cellules abritant les moteurs et annexes mécaniques sont pourvues de vannes de sectionnement et de pompes de relevage empêchant tout propagation de flammes.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant est tenu de fournir tout élément justificatif attestant de l'efficacité des dispositifs de

protection mis en place contre le risque de propagation de flammes au niveau des rétentions des transformateurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Identification des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : eaux usées domestiques, eaux pluviales polluées et non polluées, eaux industrielles (eaux non neutres, eaux huileuses, effluents issus du procédé d'osmose inverse).</p> <p>Les eaux domestiques sont évacuées conformément aux règlements en vigueur et rejetées dans le réseau collectif de la Marana, conformément à la convention passée entre EDF-PEI et le SIVOM de la Marana.</p> <p>Les eaux pluviales polluées qui peuvent être traitées en interne sont collectées et traitées par des séparateurs à hydrocarbures avant d'être dirigées dans le bassin d'orage avant rejet dans le canal de la CdeC. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Les by-pass en amont du bassin d'orage ne peuvent être actionnés qu'après traitement et recueil des premières eaux d'une pluie décennale au sein du bassin d'orage. Dans tous les cas une vanne de sectionnement asservie à une détection en continu d'hydrocarbures et de pH permet l'isolement des réseaux du site avec le milieu récepteur au niveau du point de rejet n°2. Les seuils de déclenchement de l'asservissement correspondent, au maximum, aux valeurs limites d'émission prévues à l'article 3.2.6.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations qui ne peuvent être traitées de par leurs caractéristiques sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les boues issues des effluents des centrifugeuses d'huile, les effluents non neutralisables et les boues issues de la station de traitement des effluents huileux sont évacués en tant que déchets.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les réseaux correspondant aux différentes catégories d'effluents identifiés au présent article sont représentés sur le "Plan de récolement général des réseaux extérieurs enterrés" (Cf. point n°2).</p> <p>Le réseau d'eaux pluviales polluées est doté de séparateurs à hydrocarbures et d'un bassin d'orage d'une capacité de 2200 m<sup>3</sup> équipé d'un by-pass et d'une vanne de sectionnement motorisée, pilotée par un système de détection en continu des hydrocarbures (détecteur optique de surface par laser) et du pH (point de rejet n°2 - Canal CDC).</p> <p>Les eaux industrielles (effluents huileux et FOD) sont collectées en fosses puis dirigées vers une unité de traitement composée notamment de réservoirs de décantation, de bassins d'écémage et d'un module de traitement physico-chimique (coagulation/neutralisation/floculation). Le point de rejet est lui aussi équipé d'une vanne de sectionnement motorisée asservie à la détection en continu d'hydrocarbures (détecteur optique de surface par laser) et de Ph (Rejet n°3 GOLO).</p> <p>Les effluents industriels contenant de l'urée (issus des rétentions bâches urée, de l'aire de dépotage camion urée, de la purge du skid de dépotage urée) sont collectés séparément et traités en tant que déchets dangereux (Cf. point n°8).</p>



Les boues hydrocarburées issues des débourbeurs, les impuretés des centrifugeuses ainsi que les flocculants et les effluents huileux issus de la station de traitement sont également traités en tant que déchets dangereux (Cf. point n°8).

Les égouttures moteurs (Huiles, FOD) sont collectées séparément et, après traitement, réintégrées dans les installations.

Les constats réalisés ne révèlent pas d'écart par rapport aux dispositions du présent article et ne donnent lieu à aucune remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.2.3.4.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les dispositifs de traitement des eaux présents sur le site sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an.

**Constats :**

L'unité de traitement des eaux industrielles, ainsi que les séparateurs d'hydrocarbures des eaux pluviales, font l'objet d'un plan de maintenance préventive. Chaque équipement est suivi via la GMAO de l'entreprise.

L'exploitation et la surveillance de ces installations sont assurées par l'unité laboratoire, rattachée au service exploitation/conduite. Composée de trois agents, cette unité veille au bon fonctionnement des installations et à l'absence de dérives. Elle assure notamment :

- Les prélèvements et analyses d'effluents avant rejet à différents points du processus afin d'identifier rapidement toute dérive ;
- le suivi métrologique des dispositifs de mesures et des équipements selon les modes opératoires définis par l'entreprise, à une fréquence trimestrielle. Ce suivi est consigné dans des tableaux de suivi des automates ainsi que sur les fiches de vie de chaque capteur ou équipement.

Par ailleurs, les dispositifs de mesure font l'objet de contrôles métrologiques (étalonnage/calibrage) réalisés par un organisme tiers, conformément aux fréquences et modalités définies dans la procédure PEI\_D\_HC\_FEN\_SPE\_0040\_VA.

L'inspection a examiné la fiche de maintenance du détecteur d'hydrocarbures HC 00SEH3548SG, situé au point de rejet n°3 (GOLO) et rattaché au mode opératoire PEI\_D\_HC\_MOD\_LAB\_0016. Il ressort que l'équipement a été contrôlé à une fréquence supérieure à la fréquence trimestrielle, sans qu'aucun dysfonctionnement n'ait été constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Gestion des eaux incendies

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2024, article 4.3.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction en cas d'incendie sont entièrement confinées sur le site. Les eaux d'extinction ainsi confinées sont gérées conformément au titre 4 du présent arrêté ou au titre 3 dès lors que l'exploitant a démontré, avant rejet de ces eaux, que les valeurs limites de rejet sont respectées.
<b>Constats :</b> Les eaux d'extinction provenant du parc à fioul sont confinées au sein de chacune des cuvettes de rétention, les vannes d'évacuation du parc étant maintenues en position "fermée". Pour les autres zones des installations, le réseau des eaux pluviales polluées est conçu pour acheminer l'ensemble des eaux d'incendie vers le bassin d'orage, qui joue également le rôle de bassin de confinement. Ce bassin dispose d'une capacité de 2 201 m <sup>3</sup> , conformément aux dispositions de l'étude de dangers d'août 2012. En cas de déclenchement du POI, la pompe du bassin de confinement est mise à l'arrêt afin de permettre le confinement des effluents : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les eaux d'extinction recueillies dans les rétentions situées sous les transformateurs sont dirigées vers les fosses de récupération d'huile déportées, puis collectées par le réseau des eaux pluviales polluées via un siphon coupe-feu ;</li><li>- Les eaux d'extinction ruisselant sur les voiries et les plateformes extérieures sont également collectées par ce même réseau.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit préciser et justifier les dispositions constructives et organisationnelles mises en œuvre pour assurer la collecte et le confinement, dans le bassin d'orage, des eaux d'extinction issues des cellules moteurs et annexes mécaniques du bâtiment usine, conformément aux modalités prévues dans la fiche POI n°3-184, scénario 50 « Gestion des eaux d'extinction ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/12/2024, article 6.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

La surveillance des rejets a pour but de vérifier la conformité aux valeurs limites d'émission définies au Titre 3 du présent arrêté. L'exploitant effectue des mesures selon les paramètres et fréquences minimales suivantes :

Paramètre	Autosurveillance assurée par l'exploitant
	Périodicité de la surveillance
Eaux industrielles : point de rejet n° 3	
Débit	Continue
Température	Continue
PH	Continue

Paramètre	Autosurveillance assurée par l'exploitant
Turbidité	Continue
Hydrocarbures	Mensuelle Détection de présence d'hydrocarbures en continu
MEST	Mensuelle
DCO	Mensuelle
N global	Mensuelle
P total	Trimestrielle
AOX	Mensuelle*
sulfate	Mensuelle*
sulfite	Mensuelle*
sulfure	Mensuelle*
<b>Eaux pluviales : point de rejet n° 2</b>	
Débit	Continue
Température	Continue
PH	continue
Turbidité	continue
Hydrocarbures	Mensuelle Détection de présence d'hydrocarbures en continu
MEST	Mensuelle
Azote Global	Mensuelle
DCO	Mensuelle
Cuivre	Trimestrielle
Zinc	Trimestrielle

\* Les exigences relatives à la fréquence de surveillance pourront être revues, sur demande de l'exploitant, en fonction des résultats obtenus après six mois de surveillance dans des conditions de fonctionnement représentatives du fonctionnement des installations.

Pour les rejets internes issus de la fosse de neutralisation et de la station de traitement des effluents huileux (ligne de traitement « fioul » et ligne de traitement « hydrocarbures divers »), l'exploitant met en place un plan de surveillance et s'assure du bon fonctionnement des ouvrages d'épuration.

#### Constats :

Les installations sont équipées de préleveurs automatiques réfrigérés ainsi que des capteurs de mesures en continu des paramètres suivants : Débit, température, ph, Turbidité et Hydrocarbures (détecteur optique de surface par laser). Les informations relatives à la surveillance en continu sont reportées au poste de supervision (poste de commandement).

Les surveillances mensuelles et trimestrielles sont réalisées à la fois en interne par l'unité laboratoire du service exploitation/conduite et par l'organisme accrédité DEKRA.

Les résultats de la surveillance DEKRA sont transmis mensuellement via l'outil GIDAF.

L'exploitant effectue une surveillance des rejets n°2 et 3 selon les paramètres et fréquences prévues au présent article.

L'examen des déclarations GIDAF pour l'année 2024 a permis de constater :

Concernant le rejet n°3 (Eaux industrielles- GOLO) : - Le respect des VLE prévues à l'article 3.2.6

Concernant le rejet n°2 (Eaux pluviales- Canal CDC) : - Les 18/09 et 13/12, un dépassement du débit de fuite

- Le 07/10, un dépassement de la valeur Ph (Défaut de la sonde)

L'exploitant a engagé les actions correctives conformément aux dispositions de l'article 6.3.1 de

l'arrêté d'autorisation. Les Constats n'appellent pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2024, article 3.3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre où sont consignés tous les déchets sortants. Ce registre doit être conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé.</p> <p>Un registre chronologique de l'origine, de l'expédition et du traitement des déchets non dangereux doit également être tenu à jour.</p> <p>Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis 2021, l'entreprise est inscrite sur <b>Trackdéchets</b> à l'aide du numéro de SIRET du site de LUCIANA (lieu-dit Morticcio et Suale): 48996768700042. Elle assure la traçabilité de ses déchets dangereux (DD) mais également non-dangereux (DND) au travers de cette plateforme réglementaire.</p> <p>Le registre Trackdéchets pour l'année 2024 n'appelle pas de remarque de l'inspection. Les déchets dangereux sortant sont notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3,96 tonnes de boues provenant des séparateurs d'hydrocarbures (13 05 02*)</li> <li>- 0,85 tonnes de boues provenant des déshuileurs (13 05 03*)</li> <li>- 150,88 tonnes d'hydrocarbures provenant des séparateurs eau/hydrocarbures (13 05 06*)</li> <li>- 19,04 tonnes de fuel oil et diesel (13 07 01*)</li> <li>- 20,26 tonnes de déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses (16 140 01*).</li> </ul> <p>Les prestataires de collecte des déchets sont principalement les entreprises CHIMIREC (DD) et AM Environnement (DND).</p> <p>Les dispositions du présent article sont respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite